

FORUM

Martin dans de beaux draps



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Méchant croc-en-jambe que celui que vient de faire George W. Bush à Paul Martin. Ce dernier espérait que la visite présidentielle serait sans histoire, et que M. Bush éviterait d'aborder tout sujet litigieux — dont, au premier chef, le fameux bouclier antimissile. C'est d'ailleurs ce qu'annonçaient, avant la visite, tant l'ambassade américaine que le bureau du premier ministre.

Mais le président en a décidé autrement. A Halifax, il affirmait avec véhémence son espoir que le gouvernement canadien se joindrait au programme de défense conjoint.

M. Bush avait parfaitement le droit de profiter de sa visite en sol canadien pour plaider en faveur de son projet de bouclier et pour défendre ses vues, qui ont au moins le mérite d'être claires. Celui qui est à blâmer, c'est le premier ministre Martin, qui semble incapable de se brancher sur la question.

////////////////////

Rappelons-nous. Il y a un an, M. Martin affirmait sans ambages que le pays devait s'engager coûte que coûte dans le programme de défense antimissiles aux côtés des Américains, ne serait-ce que pour être à la table où se prennent les décisions, puisque de toute façon, les Américains iront de l'avant, participation canadienne ou pas.

Cela, c'était bien sûr avant que le nouveau premier ministre se trouve plongé dans le scandale des commandites et le maelstrom électoral, avant qu'il ne dirige un gouvernement minoritaire... Depuis, tout a changé. Ni M. Martin ni ses ministres ne parlent du bouclier antimissile — un projet impopulaire au Canada, particulièrement au Québec. Comme si le fait de ne pas en parler allait faire disparaître le problème.

Il va bien falloir, pourtant, que le gouvernement finisse par se brancher. Il ne pourra indéfiniment reporter sa décision. Chose certaine, comme le faisait remarquer hier Jeffrey Simpson dans le *Globe and Mail*, le gouvernement se trouvera en périlleuse position s'il opte pour la participation, car, pendant des mois, il a laissé le champ libre à l'opposition. En s'abstenant d'aborder le sujet, il n'a rien fait pour préparer l'opinion publique et « vendre » le projet aux Canadiens.

La sortie du président Bush va empirer le dilemme du premier ministre. Comme il est resté coi sur cette question depuis des mois, s'il se décide en faveur de la participation, tout le monde l'accusera d'avoir cédé aux objurgations de son puissant voisin.

Mais que voulez-vous, comme dirait Jean Chrétien. Un jour ou l'autre, la procrastination se paie.

////////////////////

Bizarre question que celle que CROP a posée aux électeurs, dans son dernier sondage publié hier : « Seriez-vous favorable au retour de Lucien Bouchard sur la scène provinciale ? ». Une légère majorité (49 à 44) y est favorable, de même que 63 % des électeurs péquistes.

Quand on parle de question hypothétique... Tant qu'à y être, on aurait pu demander aux gens s'ils s'ennuient de Robert Bourassa ou s'ils souhaitent le retour aux affaires de Brian Mulroney !

Malheureusement pour les électeurs péquistes, M. Bouchard reviendra en politique quand les poules auront des dents. Ce n'est un secret pour personne qu'il ne peut plus voir les militants péquistes en peinture, et l'aversion est réciproque. Les purs et durs qui contrôlent le parti auraient tôt fait de lui montrer la porte si jamais il s'avaisait de la franchir, eux qui l'ont toujours trouvé trop modéré.

Plus sérieusement, ce qui ressort du sondage, c'est que les électeurs ne prisent guère les chefs des deux grands partis qui occupent la scène québécoise. La nouvelle est mauvaise pour Bernard Landry, qui a perdu beaucoup de plumes depuis un an, mais c'était prévisible, compte tenu des déchirements internes du PQ.

C'est pour Jean Charest que le sondage aura l'effet d'une douche froide. Malgré tous ses efforts pour se concilier le centre-gauche et les nationalistes, malgré l'unité dont fait preuve son parti, malgré ses bons coups par rapport à Ottawa et l'amélioration de la situation économique, l'insatisfaction envers le gouvernement s'est accrue depuis l'an dernier...

////////////////////

Dans ma chronique de mardi, j'exprimais une inquiétude de cuisinière face à l'élimination prochaine des gras trans qui nous empêchera de faire la pâte à tarte dans les règles de l'art (de trois à cinq parts de beurre pour une part de shortening, le Tenderflake de préférence) : la farine vendue en Amérique du Nord se prête mal à l'utilisation exclusive du beurre. Daniel Pinard, que j'appelais au secours, suggère de remplacer le Tenderflake par le saindoux (panne de porc), qu'on peut acheter congelé chez son boucher. Merci au beau Daniel.

////////////////////

Sur ce, chers lecteurs, je vous laisse pour quelque temps, non sans vous souhaiter de très belles Fêtes et des pâtes à tarte bien feuilletées. Retour début janvier.

Pas de scission en vue

Les allégations de guerre civile imminente ou d'un éclatement de l'Ukraine sont exagérées

TARAS KUZIO



Spécialiste des questions ukrainiennes, l'auteur est professeur à la Elliott School of International Affairs, de l'Université George Washington. Il a publié plusieurs livres sur ce pays.

Durant les nombreuses crises qui ont ponctué les relations Québec-Ottawa et à l'occasion des campagnes référendaires au Québec, les lecteurs canadiens sont devenus habitués aux manchettes annonçant l'éclatement imminent du pays. Les rapports épineux entre Québec et Ottawa ont comme prémisse le sentiment, chez de nombreux Québécois, qu'ils forment un peuple distinct avec une histoire commune et un attachement profond à leur culture et à leur langue. J'en ai été personnellement témoin l'été dernier, lors d'un séjour à Québec, la plus ancienne et la plus belle ville d'Amérique du Nord.

Ces sentiments si profonds d'identité nationale créent chez vous une dynamique fort différente de celle de l'Ukraine, où les médias annoncent ces jours-ci l'imminence d'une scission entre l'est et l'ouest du pays. Ces allégations de guerre civile imminente ou d'un éclatement de l'Ukraine sont exagérées. Il n'y aura ni guerre ni scission. Comment puis-je l'affirmer avec tant de confiance ?

Il est vrai que l'Ukraine est issue de cultures régionales différentes. Cela se voit de façon marquante quand les analystes comparent Lviv, la capitale de l'Ukraine occidentale où Viktor Iouchtchenko est populaire, et Donetsk, ville centre de la région du Donbas en Ukraine orientale où demeure Viktor Ianoukovitch. Mais en réalité, ce scénario fait fi du centre et du sud de l'Ukraine, et de l'ancienne capitale de Kiev.

Les reportages des médias occidentaux ont trop simplifié en dépeignant une Ukraine « catholique » et ukrainophone à l'ouest de la Dniepr, et une Ukraine « orthodoxe » et russophone à l'est. Si seulement la vie était si simple ! En réalité, deux tiers des Ukrainiens déclarent l'ukrainien comme langue maternelle, et la plupart des Ukrainiens alternent entre l'ukrainien et le russe.

L'ukrainien prédomine en Ukraine occidentale parce que l'identité nationale ukrainienne a pu se développer sous le règne austro-hongrois avant 1918 et même durant l'intermède polonais, entre les deux guerres mondiales. Même après l'annexion de la région par Staline à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'identité nationale ukrainienne a continué de croître. Les Juifs et les Polonais qui dominaient les villes de la région avant 1939 ont été assassinés ou ont été victimes de purification ethnique, d'abord sous les Nazis puis sous les Soviétiques. Avec l'urbanisation de l'Ukraine occidentale, les villes sont devenues ukrainiennes, tant sur le plan ethnique que culturel.

Seules les trois régions occidentales de Galicie et des Carpates sont majoritairement grecques-catholiques, une religion qui combine l'adhésion au catholicisme et les rites byzantins. Les six autres régions de l'Ukraine occidentale — ainsi que Kiev — sont peuplées majoritairement de croyants orthodoxes.



PHOTO ALEXANDER ZEMLIANICHENKO, AP/PH

Des supporters de Viktor Iouchtchenko ont manifesté, hier, dans les rues de Kiev.

Dans l'est de l'Ukraine, l'endoctrinement soviétique et la non-construction d'églises dans les grands centres industriels expliquent le nombre beaucoup plus faible de croyants. À l'est de la rivière Dniepr, certaines régions sont principalement russophones (y compris la région du Donbas, foyer de Ianoukovitch), mais d'autres ont des populations mixtes, parlant le russe et l'ukrainien.

Appels mal compris

Les appels lancés en fin de semaine par Ianoukovitch et ses alliés ukrainiens de l'Est ont été mal compris de plusieurs médias occidentaux, qui y ont vu un appel à la scission de l'Ukraine. En réalité, ces leaders ne revendiquent qu'une autonomie régionale, et ils ont atténué même cette demande dès le lendemain.

Ianoukovitch et ses alliés sont coupables d'une fraude électorale massive. Ils ont tenté de détourner l'attention en faisant appel aux nationalismes locaux. Ils craignent la victoire de Iouchtchenko dans un second tour de scrutin parce que plusieurs d'entre eux pourraient être accusés des crimes commis durant la campagne électorale, y compris une manipulation massive du vote par l'administration présidentielle et le gouvernement. Koutchma, Ianoukovitch et leurs al-

liés de l'oligarchie sont déjà impliqués dans des crimes additionnels — corruption de haut niveau, meurtres de journalistes, fraudes électorales en 1999 et trafic d'armes à l'étranger.

Il n'est guère étonnant qu'ils aient recourus à des moyens désespérés pour empêcher Iouchtchenko d'accéder à la présidence. Ils ont même tenté de l'empoisonner au début de septembre. Mais leurs efforts se solderont par un échec. L'appel de Ianoukovitch au nationalisme local de Donetsk n'a pas d'assise parce que — contrairement au Québec — il n'y existe pas d'identité nationale distincte.

Le gouvernement canadien mène la charge en dénonçant la fraude électorale en Ukraine et en menaçant de Koutchma et Ianoukovitch sur une liste noire. Vivement, qu'il le fasse. Avec son casier judiciaire de jeunesse, le président Ianoukovitch s'est montré indigne de la confiance des Ukrainiens.

Le nationalisme est l'ultime refuge des scélérats, dit-on. Cette maxime ne s'applique pas aux peuples qui désirent protéger leur identité nationale, comme au Québec, mais elle sied aux oligarques comme Ianoukovitch qui font appel au nationalisme local pour détourner l'attention de leurs violations des lois et de la constitution durant la campagne électorale de 2004.

La vérité sur Manon

FRANCINE CLÉMENT

Suite à la diffusion du documentaire *Manon* sur le suicide assisté, j'ai entendu et lu à plusieurs reprises que Manon Brunelle était une femme seule. Une femme abandonnée de tous, et par conséquent déprimée et suicidaire. Ce n'était pas du tout ça.

J'étais une amie proche de Manon, et tout comme ses nombreux autres amis, j'ai été à ses côtés pour l'aider du mieux que je le pouvais, ces quatre dernières années où elle a été hospitalisée au CHSLD Notre-Dame-de-la-Merci. Manon était très entourée, ce qui, malheureusement, n'allégeait ni ses souffrances physiques ni le sordide qui se trouvait juste de l'autre côté de la porte de sa chambre. Cela ne l'a pas empêchée non plus de prendre la décision d'aller mourir là où la loi le lui permettait, même si c'était très loin. Ses amis étaient présents chaque semaine à Notre-Dame-de-la-Merci pour la voir, pour rire avec elle, pour l'écouter, pour lui apporter, qui des fruits de saison, qui du café digne de ce nom, du vin, de la mari. Installer l'ordinateur, l'accompagner dans ses mémorables séances de magasinage, au cinéma, au concert, au soleil. Mais plus le temps passait, plus Manon perdait de ses capacités physiques et rester dans son fauteuil plus d'une heure ou deux lui était très douloureux, voire impossible. On

l'avait aidée à survivre, pas assez, sûrement, et on allait devoir l'aider à mourir, trop, sûrement.

Dans les dernières semaines de sa vie, après que Manon ait annoncé son projet d'aller à Zurich pour mourir, et que l'on ait admis qu'elle n'allait pas changer d'idée, les visites se sont multipliées, au point de la fatiguer. Tous ses amis voulaient passer du temps auprès d'elle et rire avec elle une dernière fois. Une cinquantaine de personnes était là, amis, famille,

Elle était très entourée, ce qui, malheureusement, n'allégeait pas ses souffrances physiques.

collègues, le soir où elle a fait son party d'adieu, son « Happy Requiem ».

J'ai aidé Manon, avec ma soeur Ginette qui était aussi son amie, à distribuer les objets auxquels elle tenait tant. Ginette et Christine, une autre amie, étaient présentes jusqu'au départ de Manon de l'hôpital. Je l'ai accompagnée à l'aéroport en transport adapté, j'ai poussé son fauteuil jusque dans le hall où elle a attendu son vol vers Zurich, et j'ai eu l'impression de la pousser vers la mort. Je n'ai pas toujours pu retenir mes larmes mais je me suis retenue de lui dire pour la millionième

fois que si elle changeait d'idée, on referait tout à l'envers. Je le lui ai écrit, elle l'a lu, ça l'a fait pleurer, et je m'en suis voulu.

Une amie-préposée a accompagné Manon à Zurich et chez Dignitas. Son plus grand ami était là aussi, et c'est lui qui l'a tenue dans ses bras en chantant *Heart of Gold* avec elle avant qu'elle meurt. J'ai vu Manon s'endormir dans le beau documentaire d'André St-Pierre et Benoît Dutrizac. Les ux francs-tireurs, discrets, sensibles et pleins de délicatesse tout au long du tournage, ont fait un document exceptionnel sur la fin exceptionnelle de Manon, sur sa recherche de dignité et sur sa volonté irrévocable de mourir. Ils ont admirablement montré la colère et la lucidité de Manon à la fin de sa vie. Je veux me souvenir, aussi, de la Manon toute tendre et pleine d'attentions pour mes enfants ou pour une petite vieille trop douce oubliée dans le couloir de l'hôpital.

Comme a dit le médecin bienveillant de chez Dignitas, on aurait préféré que Manon soit guérie, qu'elle puisse marcher, qu'elle ne souffre plus, mais c'était impossible, ça n'allait qu'empirer.

Face à cette impossibilité, à ce *dead end*, à sa décision de ne plus supporter cela, qu'est-ce qu'on pouvait faire d'autre que d'être là et de l'aider à réaliser son désir d'en finir.